

**Conseil économique et social**

Distr.: Limitée
16 avril 2002

Français
Original: Anglais

**Commission pour la prévention du crime
et la justice pénale**

Onzième session

Vienne, 16-25 avril 2002

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

**Activités du Centre pour la prévention
internationale du crime****Algérie: projet de résolution**

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'approuver le projet de résolution suivant en vue de son adoption par l'Assemblée générale:

**Renforcement des capacités du Centre pour la prévention
internationale du crime en matière de prévention et de répression
du terrorisme**

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 56/1 du 12 septembre 2001, dans laquelle elle a condamné énergiquement les odieux actes de terrorisme du 11 septembre 2001 et appelé instamment à une coopération internationale visant à prévenir et à éliminer totalement les actes de terrorisme,

Rappelant également sa résolution 56/123 du 19 décembre 2001, dans laquelle elle a invité le Secrétaire général à examiner, en consultation avec les États Membres et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, comment le Centre pour la prévention internationale du crime, qui relève de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime du Secrétariat, pourrait contribuer à l'action menée par le système des Nations Unies contre le terrorisme, conformément à ses résolutions pertinentes et à celles du Conseil de sécurité,

Rappelant en outre sa résolution 56/253 du 24 décembre 2001, dans laquelle elle a prié, au paragraphe 103, le Secrétaire général de formuler des propositions, en vue de renforcer le Service de prévention du terrorisme, à l'Office des

* E/CN.15/2002/1.



Nations Unies à Vienne, afin de permettre à celui-ci d'exécuter son mandat tel qu'elle l'a approuvé, et de lui faire rapport sur la question, pour examen,

Rappelant par ailleurs sa résolution 56/261 du 31 janvier 2002, dans laquelle elle a pris note avec satisfaction des plans d'action concernant la mise en œuvre de la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice: relever les défis du XXI^e siècle, dont le plan d'action contre le terrorisme,

Profondément préoccupée par la multiplication, dans diverses régions du monde, des actes de terrorisme motivés par l'intolérance ou l'extrémisme,

Considérant que la ratification et l'application effective des instruments juridiques internationaux concernant le terrorisme, en particulier la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme¹, la Convention internationale contre la prise d'otages² et la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif³, sont de la plus haute importance dans la lutte contre le terrorisme,

Considérant également que le terrorisme est un problème complexe en raison de ses liens avec la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogues, le trafic d'armes, le trafic d'êtres humains, le blanchiment d'argent et autres périls, notamment le mouvement de matières nucléaires, chimiques ou biologiques et autres matières potentiellement mortelles ainsi que les armes de destruction massive,

1. *Prend note* avec satisfaction des activités menées en matière de prévention du terrorisme par le Centre pour la prévention internationale du crime de l'Office pour le contrôle des drogues et la lutte contre le crime, qui sont décrites dans le rapport du Directeur exécutif sur les activités du Centre⁴, ainsi que des efforts déployés par le Centre pour s'acquitter de son mandat en dépit des ressources limitées dont il dispose;

2. *Réaffirme* le rôle crucial que le Centre pour la prévention internationale du crime doit jouer dans la promotion de mesures efficaces visant à renforcer la coopération internationale en matière de prévention et de répression du terrorisme;

3. *Note* que les activités du Centre pour la prévention internationale du crime consistent notamment à fournir aux États Membres, sur demande, une assistance technique leur permettant de ratifier et d'appliquer effectivement les instruments juridiques internationaux concernant le terrorisme, en particulier la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme¹, la Convention internationale contre la prise d'otages², et la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif³, conformément aux plans d'action concernant la mise en œuvre de la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice: relever les défis du XXI^e siècle, en particulier le plan d'action contre le terrorisme⁵, et à ses résolutions pertinentes;

4. *Note* que le Centre pour la prévention internationale du crime mène des travaux de recherche et des études analytiques et joue un rôle majeur en faisant

¹ Résolution 54/109 de l'Assemblée générale, annexe.

² Résolution 34/146 de l'Assemblée générale, annexe.

³ Résolution 52/164 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴ E/CN.15/2002/2, par. 31 à 45.

⁵ Résolution 56/261 de l'Assemblée générale, annexe, par. 22 à 24.

mieux connaître l'ampleur et la nature du terrorisme, et l'encourage à développer les études sur les liens entre le terrorisme et la criminalité organisée;

5. *Prie* le Secrétaire général, par l'intermédiaire de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, de fournir régulièrement au Comité exécutif pour la paix et la sécurité et au Comité contre le terrorisme des informations sur les activités du Centre pour la prévention internationale du crime ayant trait à la lutte contre le terrorisme;

6. *Note avec préoccupation* l'insuffisance des ressources humaines et financières dont dispose le Centre pour la prévention internationale du crime pour s'acquitter de son mandat, et invite instamment le Secrétaire général à soumettre sans retard des propositions concrètes en vue de renforcer la capacité du Centre à prévenir et réprimer le terrorisme, conformément au paragraphe 103 de la résolution 56/253;

7. *Prie* le Secrétaire général de formuler des propositions concrètes pour l'exercice biennal 2004-2005 en vue de renforcer la capacité du Centre pour la prévention internationale du crime à fournir aux États Membres, sur demande, une assistance technique visant à prévenir et réprimer le terrorisme;

8. *Demande* à tous les États de soutenir les activités du Centre pour la prévention internationale du crime en matière de prévention et de répression du terrorisme, et invite les États à verser des contributions volontaires suffisantes afin d'appuyer les activités de coopération technique du Centre dans ce domaine;

9. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre, à sa cinquante-huitième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.